

al futuhat

[Home](#)

[Index](#)

[Chrono](#)

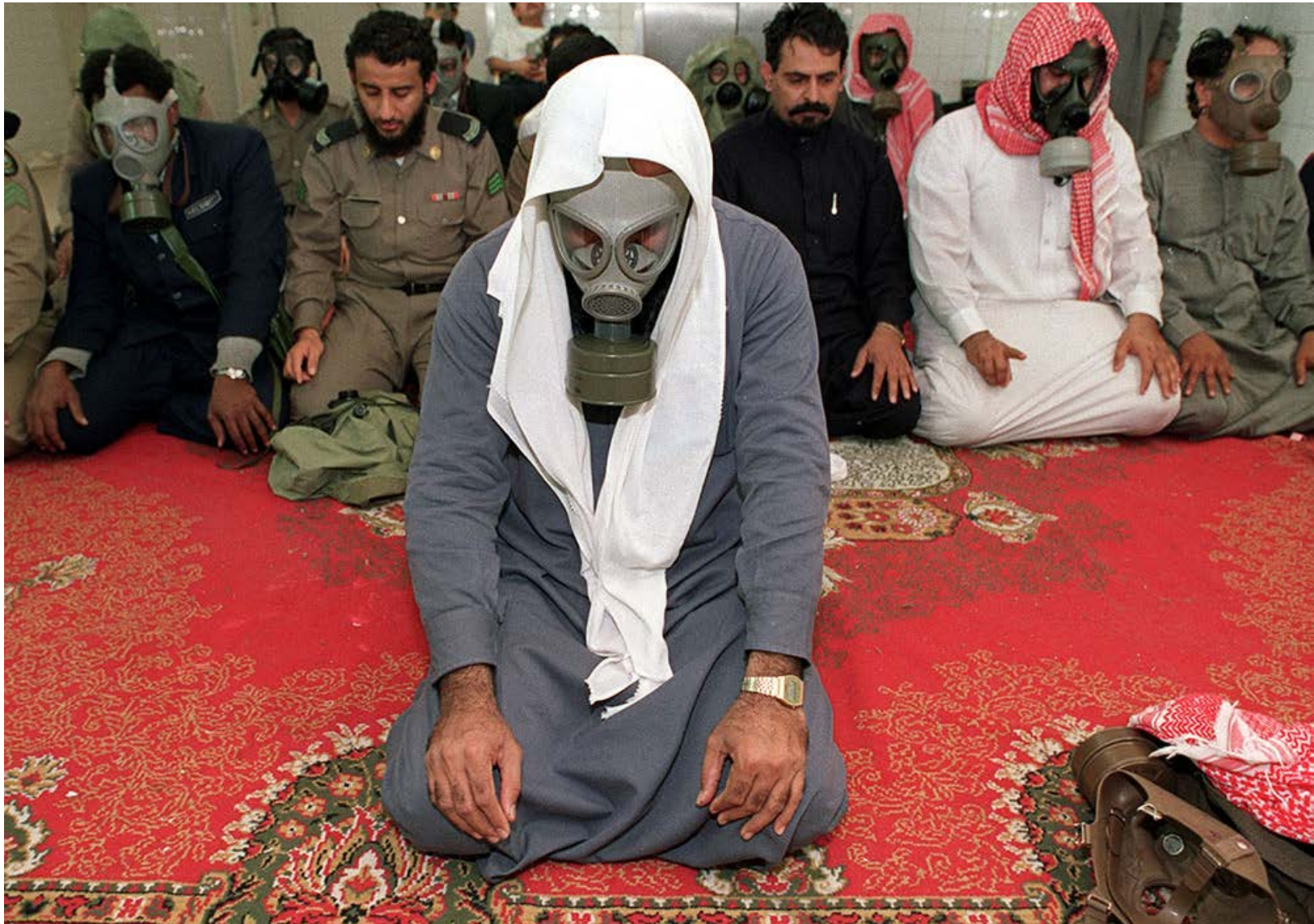
[About](#)

[Links](#)



Pages d'Histoire

Al-Hijaz



La guerre de Golfe et ses conséquences

L'invasion de Saddam Hussein du Koweït le 2 août 1990 s'avéra être problématique non seulement pour les Koweïtiens mais aussi pour leurs voisins Sa'oud.

La guerre, un complot orchestré pour pousser Saddam à envahir le Koweït et justifier ainsi l'entrée des Etats Unis en Arabie, porta tous ses fruits. Bien qu'une annexion par les Iraquiens de l'Arabie était impensable et extrêmement improbable, la libération du Koweït devint une priorité pour Sa'oud non seulement pour restituer la famille as-Sabah exilée au pouvoir koweïtien mais aussi pour repousser l'armée irakienne au-delà de ses frontières immédiates. Cette libération n'était possible qu'avec l'assistance des troupes américaines sous le parapluie d'une force multinationale qui provoqua le renforcement de l'opposition islamiste immédiatement après la guerre du Golfe. La guerre de Golfe fut un catalyseur que l'opposition utilisa constamment pour exprimer leur mécontentement général avec le gouvernement sur les questions importantes.

Immédiatement après l'occupation du Koweït, il devint clair que l'Arabie Saoudite ne pouvait pas faire face seule aux forces irakiennes malgré les massives dépenses militaire du pays. En quelques jours, il fut « conseillé » au roi Fahd de demander la protection des Etats-Unis qui n'attendait que cette occasion pour dépêcher immédiatement ses forces aériennes et navales déjà en état d'alerte maximum et prête pour l'action suivies par plus de 500000 troupes.

Une des décisions importantes que le gouvernement de Sa'oud dut faire face après l'occupation du Koweït fut de justifier « l'invitation » des troupes étrangères pour la défense du territoire contre une invasion possible de Saddam Husayn. Les 'Oulama, comme ils l'avaient fait précédemment contre les Ikhwan, trouvèrent des « prétextes » juridiques qu'ils ratifièrent par des Fatawa pour justifier l'entrée des troupes étrangères pour combattre Saddam Hussein et le 9 août 1990 roi Fahd dénonça l'invasion irakienne et déclara que la présence militaire américaine en Arabie Saoudite était nécessaire et une mesure temporaire. Il demanda aussi de l'aide aux pays arabes et un petit nombre de troupes égyptiennes, syriennes et marocaines joignirent la force multinationale composée principalement de troupes américaines complétées par de plus petites forces britanniques, françaises et italiennes. On fixa le 17 janvier 1991 comme date limite à Saddam Husayn pour rappeler ses troupes du Koweït tandis qu'entre-temps les forces alliées commencèrent à arriver massivement en Arabie Saoudite ce qui choqua l'opinion publique qui contesta le système politique et la légitimité du groupe au pouvoir.

Aux yeux de beaucoup de Sa'oud, cela fut considéré comme une humiliation provoquée par la mauvaise gestion gouvernementale et si certain acceptèrent le soutien militaire américain comme une stratégie nécessaire, d'autres le considérèrent comme une juste violation des principes islamiques.

La plus forte critique vint des jeunes savants religieux et des Imams des mosquées qui à travers leurs sermons de vendredi critiquèrent à juste titre la décision du gouvernement d'inviter des mécréants à défendre la terre d'Islam. Les questions étaient : Etait-il légitime au Sa'oud de recourir aux non-musulmans pour lutter contre d'autres musulmans et un gouvernement qui recourait à de telles mesures pouvait-il être considéré comme un gouvernement islamique légitime ?

En septembre 1990, le Dr Safar al-Hawali le savant et doyen du Collège Islamique de l'Université d'Oumm al-Qoura de Makkah délivra un de ses discours les plus critiques « l'ennemi réel n'était pas l'Iraq mais l'occident » qui sera suivi par la publication de brochures et de livrets faisant des observations sur la crise de Golfe et les relations entre les Etats-Unis et le monde musulman.

Les point de vues d'al-Hawali sur la guerre de Golfe furent exprimées dans une lettre envoyée à la plus haute autorité religieuse, le Shaykh 'Abd al-'Aziz Ibn Baz (mort en 1999), le chef du Haut Conseil des 'Oulama et l'Institution d'Ifta et de Recherche Scientifique. Dans cette lettre al-Hawali demanda à Ibn Baz de répondre à plusieurs questions dont la présence de troupes étrangères sur le territoire Sa'oudi. La guerre du Golfe fournit l'occasion à l'intervention et la domination étrangère. Bien qu'il était évident qu'al-Hawali n'était pas un partisan du régime irakien, il mit en doute néanmoins la légitimité du fait de recourir à un mal plus grand que Saddam, les Etats-Unis, pour libérer le Koweït .

Un autre savant islamique, Salman al-'Awdah, un membre de la faculté de l'Université de l'Imam Muhammad Ibn Sa'oud à Riyad devint aussi proéminents parmi un cercle d'Imams et de savants qui utilisèrent la guerre de Golfe pour rendre leur mécontentement publics et critiquer le gouvernement de Sa'oud. Ses sermons et ses conférences furent enregistrés et circulèrent en Arabie Saoudite durant la guerre de Golfe, surtout parmi ceux qui dénoncèrent l'occident et son intervention pendant la crise. Dans ses sermons, il envisageait un ordre moral islamique où le règne de la Shari'ah était suprême.

Comme al-Hawali, al-'Awdah objecta contre l'utilisation de troupes non musulmanes pour lutter contre l'armée de Saddam et ce fut l'incompétence du gouvernement qui conduisit à une plus grande dépendance à l'occident préjudiciable à l'unité de musulmans d'autant plus qu'ils étaient là pour rester et qu'ils le sont encore 25 ans après la guerre !

En décembre 1990 Saddam Husayn n'avait fait aucun signe pour rappeler les troupes irakiennes du Koweït et quand il devint probable que les troupes étrangères réunies dans la province de l'est allaient être déployées dans une bataille pour libérer le Koweït, il devint urgent pour le gouvernement de Sa'oud d'établir la légitimité de sa décision d'inviter des troupes étrangères pour défendre le pays.

En janvier 1991, le Shaykh 'Abd al-'Aziz Ibn Baz, la figure religieuse la plus éminente dans le pays, publia une Fatawa autorisant le Jihad contre Saddam Husayn même si cela exigeait l'assistance des mécréants et cette Fatawa ne fit pas pour autant taire les voix de désaccord. La guerre contre Saddam commença comme prévu, quelques heures après l'expiration de la date limite cependant ni la victoire rapide des forces alliées et ni l'écrasante défaite des Iraquiens ne mirent fin à la crise politique intérieure en Arabie Saoudite.

En mai 1991, une différente sorte de lettre, une pétition religieuse signé par cinquante-deux Sheikhs fut envoyée u roi Fahd. Les signataires demandèrent plusieurs réformes dans un cadre islamique. Ces réformes couvraient plusieurs domaines : le rôle des 'Oulama et des Imams, les lois et les règlements, le système judiciaire et les cours, l'administration publique, l'économie et la finance, les institutions sociales, l'armée, le système informatique et la politique étrangère. Les réformes proposées mentionnaient que dans ces dix domaines, le gouvernement n'appliquait pas la Shari'ah et demandaient l'Islamisation de la politique en Arabie Saoudite.

Une autre pétition signée par des sécularistes saoudiens demandait le contrôle du rôle de la police religieuse tandis que les islamistes demandèrent au gouvernement de lever les restrictions des prêcheurs, des savants et Imams religieux ainsi qu'un plus grand rôle pour les 'Oulama dans toutes les agences gouvernementales, ministères et ambassades.

Ces dix points soulevés dans la pétition de mai devinrent le fond d'une autre pétition plus longue titrée Moudhakarat an-Nasiha (Mémoire du Conseil), qui fut soumise au Sheikh 'Abd al-'Aziz Ibn Baz en septembre 1992 et signé par plus de cent savants.

Le mémorandum objecta que les Imams des mosquées étaient restreints à s'occuper des affaires morales générales et interdit de discuter de politique et des affaires gouvernementales. Une réponse claire pour limiter les sermons de Safar al-'Awali et Salman al-'Awdah qui avaient utilisé les mosquées et les amphithéâtres pour exprimer leurs objections à l'invitation de troupes étrangères.

Le mémorandum demanda le respect des droits de l'homme défini par le Shari'ah, un pouvoir judiciaire indépendant pour appliquer la Shari'ah d'une manière à ne pas outrepasser les droits des Musulmans, que seul un juge musulman pouvait donner l'autorisation d'arrêter des individus et que toutes les formes de torture, de renseignement et de détention devaient être défendues.

Selon le Mémorandum les médias de Sa'oud devraient promouvoir des principes islamiques et permettre à la liberté d'opinion d'être exprimée concernant les affaires publiques et le comportement des souverains et garantir que l'opinion publique n'était pas corrompue par les influences occidentales. Il était essentiel que la manipulation des médias par Sa'oud qui dénaturait l'image d'Islam et ses principes soit stoppés ainsi que ceux qui encourageait les acteurs et de chanteurs qui détournaient les jeunes saoudiens de leurs devoirs religieux et responsabilités. Une interdiction de femmes dévoilées sur les écrans de télévision devrait être mise en place pour répondre aux tendances corruptrices et impudiques occidentales.

Le Mémorandum demandait l'établissement en Arabie Saoudite d'une forte armée islamique dont l'esprit devrait être maintenu haut par l'appel au Jihad. Selon les auteurs du Mémorandum,

la guerre de Golfe exposa la faiblesse générale des forces armées, les dépenses excessives du gouvernement pour la défense et malgré cela son incapacité à garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite pour se défendre en temps de crise. Quand l'aide extérieure était nécessaire, le gouvernement ne devait compter que sur d'autres armées musulmanes. Le mémorandum suggéra d'augmenter l'armée et garantir que tous les Sa'oud subissent un entraînement militaire.

Le gouvernement, selon le Mémorandum, devrait promouvoir une politique étrangère islamique et montrer le plus grand engagement aux inquiétudes islamiques et non pas montrer de réticence pour soutenir les islamistes algériens et soudanais. L'occidentalisation des ambassades sa'oudites employant un nombre de plus en plus important de femmes fut aussi dénoncé comme non-islamique.

Le Mémorandum inclus un chapitre sur l'économie et la richesse devenue apparente en Arabie Saoudite. Il demandait que plus d'argent soit dépensé sur la protection sociale, l'éducation et la santé pour remplacer les dépenses actuelles accordées aux régimes et aux gouvernements qui ne se conformaient pas aux enseignements islamiques. Le système bancaire islamique devait être appliqué là où les systèmes bancaires occidentaux étaient devenus dominants.

Bref, le Mémorandum du Conseil demanda des réformes substantielles de la société, de la politique et du gouvernement. Le gouvernement, était responsable de l'affaiblissement de la Shari'ah dans le pays et le document demandait un retour à un ordre moral islamique qui formerait la base de gouvernement, envisageant un plus grand rôle pour les 'Oulama dans ce dernier.

Le Mémorandum du Conseil fut publié à l'extérieur de l'Arabie Saoudite, à l'embarras du gouvernement qui demanda des excuses aux 'Oulama. Ibn Baz dénonça la publication du mémorandum, mais pas son contenu. Il soutint que le conseil au souverain de la communauté musulmane était un devoir que les 'Oulama devrait respecter et se livrer et qu'il ne devait pas être rendu public.

Le premier pas fait par le roi pour contenir les voix de l'opposition fut d'annoncer en mars 1992 trois réformes importantes : la loi fondamentale du gouvernement, la loi du conseil consultatif et la loi des provinces

Les réformes gouvernementales allèrent de pair avec l'augmentation du contrôle de l'état et de l'utilisation de violence contre les dissidents soupçonnés. Le Ministère de l'Intérieur et les services de renseignements furent mobilisés pour contenir toute activité considérée une menace d'exposer la sécurité. Cette surveillance accrue inclus les discussions publiques, les prêcheurs et Imams de mosquée, les sermons, la littérature d'opposition, les messages jugé hostile envers le gouvernement ou la famille au pouvoir. Entre 1992 et 1994, l'Arabie Saoudite témoigna une des campagnes les plus féroces contre les islamistes. Durant cette période, al-Hawali et al-'Awdah ainsi qu'un grand nombre de savants, prêcheurs et Imams furent arrêtés pour avoir demandé une application plus vigoureuse de la Shari'ah et pour avoir critiqué ouvertement le gouvernement et la famille « royale. »

En 1994 le ministre de l'Intérieur Nayef reconnut que plus de 110 citoyens avaient été arrêtés. Le chiffre véritable est que plus de milles arrestations eurent lieu avec menace personnelle, tentative de corruption et emprisonnement de famille complète, femmes et enfants.

En plus de la violence directe utilisée contre eux, le gouvernement mobilisa ses propres médias pour les discréditer et des articles ventant la modération religieuse apparurent dans la presse officielle. Dans une publication, un rédacteur d'affaires religieuses écrivit que « l'extrémisme signifie être situé au point le plus lointain possible du centre. Au sens figuré, il indique un éloignement semblable dans la religion, la pensée et le comportement. L'Islam recommande la modération et le juste milieu dans tout ; la conviction, la conduite et la législation. L'extrémisme est trop pénible pour la nature humaine ordinaire pour être enduré ou toléré. » (Saudi Gazette, le 8 juillet 1994).

L'auteur ne mentionna aucun groupe puisqu'aucun d'entre eux n'existait mais il décrivait et critiquait l'atmosphère générale dans le pays suite à la guerre de Golfe. Cette sorte de rhétorique devint de plus en plus apparente dans les publications officielles, les discours des membres du gouvernement et les médias contrôlés par le gouvernement qui condamnèrent l'extrémisme et traitèrent l'opposition d'extrémistes.

Les publications sponsorisées de l'état et intellectuels arabes discréditèrent aussi l'opposition et un livret intitulé Mémorandum du Conseil apparut peu de temps après la guerre de Golfe ou

son auteur lanca une attaque contre la pétition principale des islamistes, Moudhakarāt an-Nassiha et où il énuméra tous les projets islamiques sponsorisés par le gouvernement dans le pays et à l'étranger.

La Débaçle







Traitres shi'a remettant des soldats irakiens capturés



Copyright (c) 1999 Unicitylight.info. All rights reserved.